

Document

Extrait du n° 14 de *Combattre pour en finir avec le capitalisme*

(Comité Communiste Internationaliste (Trotskyiste))

DEVELOPPEMENTS ACTUELS DE LA CRISE

LA FUITE EN AVANT

La bourgeoisie américaine, en accord avec les bourgeoisies européennes, japonaise, canadienne, suisse ¹... a donc décidé d'éviter coûte que coûte la dislocation du marché mondial. Et, fait sans précédent dans l'histoire du capitalisme, elle s'est livrée à un sauvetage généralisé des établissements financiers américains privés à travers la prise en charge de leurs dettes pourries par l'argent public. Tout cela après avoir déjà injecté des centaines de milliards de dollars et nationalisé de fait plusieurs établissements.

700 Milliards de dollars pour racheter les actifs « toxiques », « pourris » – comme les financiers les appellent – des banques. Environ deux fois le budget de la France (334 milliards d'Euros) !!

« *Si nous ne faisons pas ça, nous risquons un sort incertain* » déclare Ben Bernanke, Président de la réserve fédérale américaine, aux membres du Congrès, (Libération du 22 septembre). Pour ceux qui auraient des difficultés à comprendre, le président Bush lui-même a synthétisé dans son style inimitable la situation « *C'est un gros paquet, parce que c'est un gros problème ... Mon premier instinct a été de laisser agir les lois du marché, avant que je réalise, après avoir été informé par des experts, toute l'ampleur du problème* » (idem). Finis les discours sur l'auto régulation par les marchés !!

Quand nous écrivions dans la deuxième partie de cet article (CFPC N° 13 juin 2008) « *A l'heure actuelle se profile une crise financière et économique d'une ampleur sans précédent, mais aucune nation capitaliste ne peut rompre la chaîne sans conséquences incalculables, en raison de la profonde interdépendance des économies nationales.* », nous ne pensions pas en voir aussi rapidement les effets. Cette troisième partie qui devait être consacrée aux analyses économiques et propositions des uns et des autres se voit modifiée au profit d'un retour sur le moment de la crise.

En effet, si tout le monde comprend, même nos journalistes, qu'il s'agit du sauvetage de mauvais placements privés par de l'argent public, tout n'est pas contenu dans cette explication.

¹ « Nous faisons particulièrement bon accueil aux actions extraordinaires prises par les Etats-Unis pour augmenter la stabilité des marchés financiers et pour résoudre les problèmes de crédit, particulièrement par son plan pour mettre en application un programme pour retirer les capitaux non liquides qui déstabilisent les institutions financières » COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 22 septembre 2008 - Rapport des ministres des finances G-7 et des gouverneurs des banques centrales sur l'agitation globale de marché financier sur le site de la BCE <http://www.ecb.int>

Dans toutes les nations capitalistes impérialistes (« avancées » dans le jargon économiste) la crise se développe de manière presque simultanée et par contre coup toutes les nations sous la domination impérialistes en

pâtissent et en pâtiront également.

Un petit tableau pour nous rappeler quelques interventions :

Injections de liquidités en Août 2007

Organisme	Date	Montant
Banque Centrale Européenne	9 Août	94,8 milliards d'€
Réserve Fédérale Américaine	9 Août	24 Milliards de \$
	10 Août	38 Milliards de \$
	Au 16 Août	+ 26 Milliards de \$
BCE	10 - 14 Août	133,91 milliards d'€
Banque du Japon	10 - 13 Août	10 milliards d'€

	14 Août	- 19,4 milliards d'€
	17 Août	10 milliards d'€
Banque suisse	Août	1,92 milliards d'€
Banque centrale australienne	Août	7,43 milliards de \$
Banque centrale canadienne	Août	4,2 milliards d'€

Injections de liquidités en 2008

Organisme	Date	Montant
Banque Centrale Européenne	22 septembre	177,6 Milliards d'€
Réserve Fédérale Américaine	22 septembre	117,2 Milliards d'€
Banque d'Angleterre	22 Septembre	86,5 Milliards d'€
Banque du Japon	22 Septembre	83,3 Milliards d'€
Banque nationale suisse	22 Septembre	6,9 Milliards d'€
Etat américain	Annnonce du plan Henry Paulson	700 Milliards de \$

Malgré ces injections répétées de liquidités, les marchés financiers continuent de vaciller, d'exprimer les profonds doutes sur le plan d'Henry Paulson et sa capacité, non à

épouger les dettes financières accumulées jusqu'à présent, mais à juguler la crise plus profonde qui se profile.

UNE CRISE AMERICAINE ?

Comme un iceberg en train de fondre et dont on ne voit que la partie non immergée, la crise du capitalisme est mondiale et les USA sont les plus exposés. Les plus exposés car, comme nous l'avons précisé dans la deuxième partie de cet article (CPFC n°13) :

« L'impérialisme dominant a assuré la stabilité du capitalisme mondial en accord avec les autres nations capitalistes avancées, d'abord en reconstruisant et en soutenant leurs économies défaillantes, puis de nos jours, en absorbant les capitaux excédentaires. C'est ainsi qu'il est devenu débiteur généralisé pour que la machine continue à tourner, en quelque sorte une gigantesque poubelle pour les capitaux excédentaires, les générations américaines futures étant chargées de solder la dette finale. »

On peut dire que la crise de surproduction aurait éclaté bien auparavant et bien plus violemment si les USA n'avaient pas constitué des déficits aussi importants, déficits permettant aux USA d'acheter une partie de la production mondiale qui continuait ainsi à se vendre. L'endettement pharamineux des ménages américains, lourd de menaces qui se réalisent aujourd'hui, étant également un moyen de contourner la baisse généralisée des capacités de consommation de la population travailleuse américaine, phénomène indissociable du développement du capitalisme

sur lequel nous reviendrons plus loin.

Les résultats de l'économie américaine, attendus avec impatience par tous les marchés de la planète quand leur croissance entraînait toutes les autres économies, devraient être réservés aujourd'hui aux seuls USA quand ils signent une récession ? Cela est bien évidemment ridicule.

Il est également ridicule de renvoyer la crise à la responsabilité des seuls USA, dédouanant de fait les différentes bourgeoisies nationales de leurs activités en faveur de leur propre enrichissement au détriment des autres bourgeoisies et surtout de leur propre prolétariat.

Il est par contre indispensable d'étudier avec minutie la situation de l'économie US, car sa place actuelle lui donne une importance mondiale immédiate :

- les événements qui interviennent en son sein préfigurent des événements qui interviendront dans les économies capitalistes « avancées » avec un peu de retard
- son entrée dans la régression économique (récession) va avoir des conséquences en cascade sur tous les pays, qu'ils soient les vieux pays riches européens, japonais.. ou les pays « émergents », essentiellement producteurs et donc dépendants directs de la consommation étrangère, comme la Chine qui réalise 30% de ses exportations avec les USA.

ENCORE UNE FOIS : LE CAPITALISME FINANCIER SEUL RESPONSABLE ?

Deuxième discours diffusé par tous les médias : le responsable/coupable serait le capitalisme financier. De Bush à Sarkozy en passant par le MODEM, les gouvernants les plus réactionnaires et les patrons y vont de leur couplet :

c'est la faute « aux excès du capitalisme financier » et des « patrons voyous » qui touchent des émoluments exagérés quand les résultats ne sont pas au rendez-vous. Et de passer du discours rassurant des derniers mois au discours

d'alerte où les vérités sont à moitié dites : « *Notre économie est menacée* », « *la crise sera dure* » pour mieux préparer aux nombreux coups qu'ils vont porter aux travailleurs.

Mais il est impossible, répétons-le, de dissocier (cf. première partie de cet article dans CPFC n° 13) le capitalisme financier du capitalisme industriel qui serait le « bon » capitalisme. Parce que le capital industriel s'accumule sous forme de capital argent (il est rare d'acheter une voiture avec du macramé fait à la maison) et que ce capital argent est concentré depuis les tous débuts du capitalisme dans des établissements bancaires **pour être prêté**. S'enclenchent ainsi d'autres productions qui n'auraient pas été possibles aussi vite sans ce crédit. Aujourd'hui encore c'est par emprunts que les industries, les états procèdent aux investissements massifs dont ils ont besoin et cela ne date pas d'hier.

► Attention ! nous disent les moralisateurs du capitalisme, il ne s'agit pas dans cette crise de l'exercice raisonnable, normal de la Finance, mais d'un dévoiement, de l'action débridée de quelques financiers, spéculateurs effrénés. Quand cette action débridée rapportait des milliards de dollars à leurs auteurs, ceux-ci étaient encensés et montrés en exemple ².

Mais l'affaire est-elle tellement nouvelle ? Déjà Marx expliquait il y a **140 ans** :

« Le système de crédit tend, d'une part, à développer l'élément moteur de la production capitaliste – l'enrichissement par l'exploitation du travail d'autrui - pour l'ériger en un pur et colossal système de jeux et de tripotages, et à restreindre toujours davantage le petit nombre de ceux qui exploitent la richesse sociale ; d'autre part, à constituer la forme de transition vers un nouveau mode de production. C'est précisément cette ambivalence qui confère aux principaux porte-parole du crédit, de Law jusqu'à Isaac Pereire, ce caractère plaisamment hybride d'escrocs et de prophètes ». (Le Capital Livre 3, 5ème section, Le crédit, Ed. La Pléiade)

► Attention ! nous disent à nouveau nos moralisateurs, nous parlons d'« *exagération, de développement inconsidéré du capital financier* ». Mais c'est ce développement énorme même qui a permis une baisse continue du coût du crédit, ayant comme conséquence un investissement toujours plus facile, permettant de mettre en œuvre la modernisation continue de l'appareil de production qui leur offre des possibilités de profit supplémentaire. Comme l'écrit encore Marx sur les conséquences du crédit :

« Conséquences :

Une énorme extension de l'échelle de la production et des entreprises que n'auraient pu atteindre des capitaux isolés. En même temps, des entreprises qui, autrefois, étaient dues à l'initiative gouvernementale, se créent sous l'impulsion de la société ». (ibidem)

La mondialisation elle-même est bien la constitution de monopoles gigantesques, au premier chef financiers, qui donnent au capitalisme des possibilités d'intervention incomparables et constituent en même temps une source phénoménale de manipulations et de tripotages.

► Attention ! nous disent encore nos moralisateurs, « *nous ne prétendons pas que l'affaire est récente, ni que le capitalisme financier ne doit pas exister, mais qu'il faut que le capital financier soit uniquement investi – très moralement – dans la production de marchandises.* »

Tout d'abord nous nous interrogeons sur le caractère moral de l'exploitation par le capitalisme. Car c'est bien sur la plus-value non payée aux ouvriers, sur la hausse continue de la productivité et la baisse continue du salaire que le capitaliste constitue et accumule son magot.

Sans la fabrication de marchandises, sans l'appropriation du travail des autres, c'est-à-dire sans l'« économie réelle », là où se fabrique le capital, les capitalistes – financiers ou pas – pourraient bien continuer à échanger des dollars contre des euros, cela ferait une belle jambe aux producteurs comme aux consommateurs.

Ensuite, contrairement au discours dominant, ce n'est pas le capitalisme financier « seul » qui est à l'origine de la crise que nous vivons, mais bien le capitalisme tout entier. Le capitalisme financier n'en qu'un aspect qui finit par dominer, évolution inéluctable que Lénine appelait « l'impérialisme ». Tout le processus de développement du capitalisme est un processus d'accumulation continue de capital, aussi bien dans sa sphère industrielle que dans sa sphère commerciale ou financière. Et cet amoncellement privé de richesses n'est possible que parce qu'une partie de la valeur produite par le salarié lui est extorquée pour être accumulée, réinvestie dans une autre production d'où elle sortira grossie de l'exploitation d'autres ouvriers et dégagera un profit privé, ceci dans un mouvement continu.

Et cette production s'opère dans des conditions de concurrence acharnée entre les entreprises d'une part et entre les capitaux d'autre part : pour les premières il faut produire au moindre prix sur le marché pour vendre, pour ces derniers il faut trouver l'investissement le plus rentable.

Le capitalisme n'a encore trouvé aucune solution pour dénouer ce dilemme qui conduit aux pires extrémités. Pour vendre moins cher, on investit dans des machines de plus en plus puissantes, de plus en plus productives qui exigent de moins en moins d'ouvriers, ce qui permet d'économiser en salaires et de baisser les prix, d'être « compétitif ». Mais les conséquences en sont :

1. La part extorquée aux ouvriers, la plus-value, porte sur de moins en moins d'ouvriers au sein d'une entreprise pour la même production, au sein d'un pays au bout d'un certain temps, et cela au détriment de la base productrice de plus-value. Marx disait que tandis que le profit général augmente, par l'augmentation générale de la production, le **taux du profit** a tendance à diminuer. C'est ce qui explique les propos boursiers sur les « marchés arrivés à maturité » moins rentables et les marchés « immatures », au taux de profit important et sur lesquels se porteront plus facilement les capitaux. M. Sarkozy peut bien demander de la moralité abstraite, il ne va pas jusqu'à leur demander de renoncer à de meilleurs profits.
2. La constitution de monopoles, de trusts. La lutte concurrentielle a abouti à la faillite des entreprises les plus faibles, les moins dotées en capitaux, les plus vieilles. Les faillites, formes d'expropriation violentes

des capitalistes, se multiplient, jetant à la rue des milliers et des milliers d'ouvriers. Les entreprises victorieuses se disputent les restes en reprenant éventuellement leurs concurrents et une partie de leur personnel mais surtout leurs marchés.

3. Tout le capital investi a créé des capacités de production bien supérieures aux capacités de consommation des masses d'autant que :

- La masse des consommateurs a été réduite de tous les ouvriers producteurs liquidés lors de la phase d'extension.
- La baisse continue des salaires, l'augmentation de la productivité mise en avant par chaque capitaliste pour exercer un chantage à l'emploi (contre les délocalisations) aboutit également à réduire les possibilités de consommation des masses.

Ce processus bien connu est à l'œuvre aujourd'hui, servant de motif aux « licenciements préventifs » quand tout va bien et « curatifs » quand tout va mal (exemple de Renault ou de Général Motors). Seulement il est arrivé à un niveau supérieur, car c'est à l'échelle mondiale qu'il y a surproduction par rapport aux **capacités** de consommation laissées par le capital aux masses.

Les financiers (pas qu'eux) ont investi dans la finance et ce n'est pas bien ? La bonne bêtise !! Ils l'ont fait parce qu'ils ne pouvaient plus investir de manière suffisamment rentable dans l'appareil productif.

Les financiers américains ont monté des opérations

d'investissements sur les pauvres américains mal-logés et ce n'est vraiment pas bien ? C'est parce qu'ils ne pouvaient plus investir les milliards de dollars qui leur encombraient les poches dans la « nouvelle économie », les nouvelles technologies qui les avaient accueillis cinq ans auparavant et que le capitalisme n'avait rien d'autre à proposer.

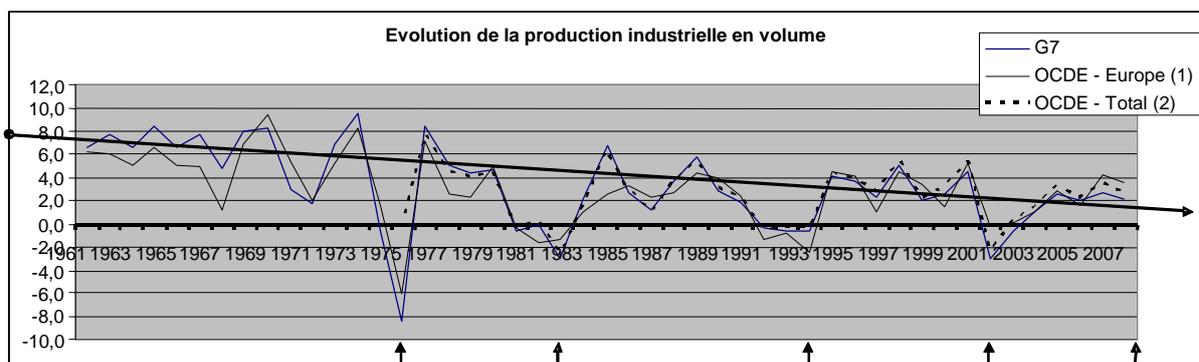
Et si « le système de crédit apparaît comme le levier principal de la surproduction et de la sur spéculation commerciale, c'est uniquement parce que le processus de reproduction, élastique par nature, est ici poussé jusqu'à l'extrême limite », parce que les financiers sont bien plus entreprenants (avec l'argent des autres) que le capitaliste propriétaire qui « *suppute en tremblant les limites de son capital privé* » comme l'écrivait encore Marx (idem).

² Fondateur d'un fonds d'investissement qui porte son nom, John Paulson, 52 ans, a gagné 3 milliards de dollars en 2007 en retirant à temps ses capitaux des subprimes. Classé en avril 2008 meilleur trader mondial par le magazine Trader Monthly, « *John Paulson a aujourd'hui misé sur la rentabilité extraordinaire de l'agriculture. Les profits sont au rendez-vous. Il n'est pas le seul à en profiter....* » <http://www.performancebourse.com>

Le plus drôle dans l'affaire est que l'ancien président de la Fed, Alan Greenspan, a rejoint le fonds Paulson au printemps 2008. « *Rares sont ceux, s'ils existent, qui ont plus d'expérience et de profonde connaissance des marchés financiers qu'Alan Greenspan* », avait déclaré Paulson en janvier. Voilà deux responsables tout désignés à la vengeance de Sarkozy

Les crises - financières ou non - qui se succèdent et s'amplifient depuis vingt ans sont le signe de l'engorgement actuel du capitalisme, de plus en plus en

difficulté pour élargir sa production et la vendre, les masses devenant de plus en plus insolubles. Le graphique suivant est à ce sujet instructif :



Source : OCDE, <http://stats.oecd.org>

- (1) Pays faisant partie de l'union européenne
- (2) Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Corée, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, nouvelle-zélande, Norvège, Pologne, Portugal, République slovaque, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, Royaume-Uni, Etats-Unis

En effet chaque crise (indiquée par le signe ▲) met de plus en plus de temps à se résorber et à chaque fois le redressement est moins important.

La montée en puissance de pays « neufs » (Chine, Brésil, Inde), où le capital conquiert des territoires vierges de toute industrie moderne, où les salaires sont bas, permet aux

capitaux de s'investir dans un premier temps et de retrouver un taux de profit suffisant, mais ne va faire qu'accroître cette tendance lourde. Qui va consommer ? Ni les prolétaires aux bas salaires de ces pays, ni les prolétaires endettés, en cours d'appauvrissement des pays capitalistes.

La crise **actuelle** présente néanmoins un caractère différent

des crises précédentes, celles-ci ayant pu rebondir immédiatement sur un nouveau développement technologique ou industriel et constituer ainsi de nouvelles « bulles ». Ce n'est pas sur une nouvelle bulle que va déboucher la crise que nous connaissons mais sur une récession généralisée, même pour les économies les mieux loties :

« BERLIN (Reuters) - En dépit de ses fondamentaux

économiques sains, l'Allemagne est confrontée à la perspective de plusieurs trimestres de stagnation, voire de récession, en raison du coup d'arrêt porté à l'expansion de ses exportations. "Tout ce qui arrive à nos partenaires commerciaux arrive en Allemagne, avec un petit décalage", résume Holger Schmieding, économiste de Bank of America. » (Dépêche Reuters du 22 septembre 2008).

LES REPONSES DU CAPITAL

Seule mesure prise ou envisagée d'un commun accord par les différents gouvernements depuis la crise des « subprimes », le sauvetage du système financier mondial par l'injection de milliards de dollars dans les circuits bancaires et la « moralisation » du capital financier, ne semblent guère convaincre les investisseurs. Le plan « Paulson » est même mis en cause par des élus républicains et 166 économistes américains qui jugent qu'il pourrait avoir de graves conséquences. Ce à quoi Bush et Paulson ont répondu que sa non-application pourrait avoir d'encore plus graves conséquences. Nous en déduisons que dans les deux cas il y aura de graves conséquences. Et que dans tous les cas en sortiront de plus gros monopoles, de plus grosses banques brassant – tout à fait moralement - des sommes de capitaux encore plus gigantesques.

Et s'ils ont applaudi à l'initiative de Paulson, les gouvernements des autres pays capitalistes se sont bien gardés de le suivre malgré ses appels répétés à cracher à nouveau au bassinet : « *L'Allemagne est touchée dans une nettement moindre mesure* » et « *les responsabilités sont différentes* » a jugé un porte-parole de la chancelière Merkel (Les Echos du 23 Sept 2008). Quand à l'Angleterre, elle s'en tient à son plan de sauvetage initial.

Les discours évasifs et laborieux de N. Sarkozy démontrent que la bourgeoisie française, comme les bourgeoisies européennes, n'a guère de solutions à apporter à cette crise, sinon la faire payer aux classes moyennes et à la classe ouvrière. Les propos sur la limitation des émoluments des patrons n'est que de la poudre aux yeux. D'abord ils se sont déjà et largement servis et ensuite c'est l'avidité du capital pour le capital qui est la source du problème, les « managers » et autres « PDG » n'étant que les commis - même bien payés - au service de celui-ci. Ce discours, repris du MEDEF à ATTAC, va en fait permettre de passer à une phase de sacrifices généralisés pour la population travailleuse sur le thème : « *Voyez comme tout le monde fait des efforts !* »

C'est le sens de l'appel du Premier ministre Fillon à l'unité nationale autour de cette crise : nous allons « *devoir faire*

des efforts » pour sauver l'économie de marché « *dont personne ne conteste plus aujourd'hui la nécessité* ».

Mais les travailleurs, la jeunesse, les classes moyennes, les petits paysans, etc.. savent déjà qu'ils doivent s'attendre à l'ouverture d'une période très dure qui voit et verra des combats s'engager sur tous les terrains, dans tous les secteurs. Ils doivent en conséquence s'y préparer, s'organiser pour faire face à leur bourgeoisie aux abois, pour éviter d'être battus en ordre dispersé. Il ne s'agit plus de la satisfaction de revendications catégorielles, mais d'une régression considérable.

Il est de la responsabilité de ceux qui ont conscience de la situation de participer à la construction d'un véritable parti révolutionnaire qui proposera de mettre en œuvre des solutions ouvrières à la crise du capitalisme. Il faut comprendre que la crise n'est pas un non-sens, que le malheur de millions et de millions n'est pas un obstacle pour une poignée de richissimes capitalistes et pour les gouvernements qui les servent. Ils feront tout pour maintenir leurs profits privés.

« En dépit de la crise financière, la richesse dans le monde a encore progressé de 4,9% l'an dernier ... son montant atteignait ainsi près de 110 000 Milliards de dollars....En attendant, le nombre de millionnaires en dollars a crû de 11,2 % l'an dernier. Grâce à la force de l'Euro, c'est en Europe que leur croissance a été la plus forte ces cinq dernières années..

Les Etats-Unis sont lanterne rouge mais continuent d'en abriter le plus grand nombre, devant le Japon. Suivent la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et la France, sixième devant l'Italie » (Les Echos mardi 9 septembre 2008)

Nous savons enfin pour qui nous faisons et nous allons faire encore plus de sacrifices si nous leur laissons la direction économique de la société !!!

Victor Maurice, 27 septembre 2008.